



## Ouganda : les objectifs inavoués de la campagne « Kony 2012 »

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2012

4 mai 2012

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#),  
[Services de renseignements](#)



Selon son site Internet, l'ONG américaine *Invisible Children* prétend avoir comptabilisé plus de 80 million de visionnage de sa vidéo YouTube « Kony2012 » depuis sa sortie il y a quelques semaines. Pour qui a réussi à trouver la patience de regarder cette vidéo jusqu'au bout, ce chiffre d'une audience 80 million suscite des interrogations quant à sa véracité. Quatre-vingts millions, c'est un taux d'audience sans précédent dans l'histoire de YouTube.

La vidéo met en scène des personnalités Hollywoodiennes dont Angelina Jolie, George Clooney, Lady GaGa, Bill Gates, Bill Clinton, Sean « Puff Daddy » Combs et d'autres célébrités. Il s'agit d'une narration habile et sentimentale mise en scène par Jason Russell, un cinéaste américain de 33 ans actuellement hospitalisé, ayant subi une étrange déconnexion mentale dans les rues de San Diego [1]. La vidéo publiée sur YouTube met en scène un jeune ougandais, Jacob Acaye, que Russell prétend avoir pris sous son aile il y a une dizaine d'années après qu'Acaye aurait échappé à sa conscription forcée comme enfant-soldat dans l'armée de Joseph Kony, la *Lord's Resistance Army* (LRA) à l'âge de 11 ans. Le film dépeint Kony comme étant le monstre et le terroriste le plus infâme du monde – rien de moins qu'un Osama ben Laden africain [2].

L'ONG Invisible Children est elle-même on ne peut plus opaque. Elle récolterait des millions provenant de ventes de badges et de t-shirts, de bracelets et d'affiches vendus entre 30\$ et 250\$ ; mais elle manque de transparence en ce qui concerne ses autres donateurs ou

mécènes. Le groupe, qui emploie une centaine de personnes, pourrait récolter des millions de dollars à travers cette vidéo « Kony2012 », mais pour l'instant refuse de communiquer le montant des dons ou la manière dont ces fonds seront dépensés.



**Les fondateurs d'Invisible Children - Bobby Bailey, Laren Poole, et Jason Russell - au côtés de membres de l'Armée Populaire de Libération du Soudan (APL).**

Les fondateurs du groupe, qui appellent à une intervention militaire directe des États-Unis contre la LRA, avaient été critiqués précédemment pour avoir posé en 2008, l'arme à la main, avec des membres de l'Armée Populaire de Libération du Soudan (APL), organisation souvent accusée de viols et de pillages. Le groupe a répondu aux critiques avec ce commentaire : « On trouvait que ce serait marrant de ramener une sorte de photo potache à nos amis et nos familles. Vous savez, du genre « Hi hi - ils ont des bazookas à la main mais tout le monde sait qu'ils se battent pour la paix » [3]. Hi hi...

Selon le *Guardian* de Londres, les comptes d'Invisible Children « *montrent qu'il s'agit d'une opération à grosse trésorerie, dont les revenus ont plus que triplé en 2011* » pour atteindre près de 9 millions de dollars, provenant principalement de dons individuels. Sur ces sommes, près de 25 % ont été dépensées en voyages et dans la production de films. La plus grande partie de l'argent récolté a été dépensé aux USA - et non pas pour les enfants d'Afrique, qu'il soient invisibles ou visibles... Selon les informations obtenues par le *Guardian*, « *les comptes montrent que 1,7 million\$ ont été versés à des salariés aux USA, 850 000\$ pour des coûts de production de films, 244 000\$ pour des « services professionnels* » - vraisemblablement à des lobbyistes à Washington - et 1,07 million\$ en frais de voyage. Près de 400 000\$ ont été dépensés en frais de location de bureaux à San Diego. » Charity Navigator, une agence américaine d'évaluation d'organisations de bienfaisance, n'a accordé à l'organisation que deux étoiles pour sa « responsabilité et transparence ». [4] L'USAID, l'agence du Département d'État (Ministère de Affaires

Etrangères) étasunien qui coordonne ses interventions à l'étranger avec le Pentagone et la CIA, avoue ouvertement sur son site Internet avoir financé Invisible Children Inc. dans le passé [5].

Mais l'aspect le plus bizarre de l'affaire « Kony2012 » est le fait que Joseph Kony lui-même aurait soit quitté l'Ouganda en prenant la fuite, ou aurait été tué en tentant de fuir il y a plus de six ans. On dit qu'il se serait réfugié dans les régions sauvages du Congo ou de Centrafrique, et en cela il constitue un pendant parfait à l'insaisissable Osama ben Laden, servant de justification à des opérations militaires à travers les riches régions de Centrafrique entre l'Ouganda et la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, la République centrafricaine et au-delà [6]. Et comme dans le cas de Joseph Kony, selon des sources fiables Osama ben Laden serait en fait mort en Afghanistan des années avant son meurtre supposé aux mains d'un commando Navy Seals l'an passé. On aurait maintenu sa légende en vie afin de justifier l'expansion de la « guerre contre la Terreur » américaine ; il en va de même de la légende de Joseph Kony, propagée par Invisible Children Inc. à San Diego. La question n'est pas de savoir si Kony avait commis des exactions ; cela, nul ne le conteste. La question est de savoir si « Kony2012 » est en train d'être promu frauduleusement afin de justifier une intervention militaire américaine là où aucune partie ne la souhaite.

Selon les dires d'un activiste étasunien des droits de l'homme en Ouganda interviewé récemment, « *La campagne de Invisible Children est un prétexte adopté volontiers par le gouvernement US pour aider à justifier l'expansion de sa présence militaire en Centrafrique. Les gens d'Invisible Children sont des « idiots utiles » utilisés par ceux au sein du gouvernement des États-Unis qui veulent militariser l'Afrique, y envoyer de plus en plus d'armes et d'aide militaire, et conforter le pouvoir dans les états alliés des US. La chasse à Joseph Kony est une excuse parfaite pour une telle stratégie - il est rare pour le gouvernement des USA de trouver des millions de jeunes Américains qui réclament une intervention militaire dans un endroit riche en pétrole et d'autres ressources* » [7].



La vidéo « Kony2012 » aurait encouragé le Congrès américain à réclamer l'envoi de troupes américaines non seulement en Ouganda, mais dans toute la région de Centrafrique prétendument terrorisée par l'insaisissable Kony et son armée d'enfants-guerriers. Le Démocrate Jim McGovern de Massachusetts et le Républicain Ed Royce viennent de déposer un projet de loi au Congrès qui appelle l'AFRICOM (Africa Command) du Pentagone à procéder à un « *accroissement du nombre de forces régionales en Afrique pour protéger les civils et imposer des restrictions sur les individus ou gouvernements qui soutiennent Kony* » [8]. L'an dernier, avant la publication « virale » sur YouTube de « Kony2012 », McGovern et Royce ont également sponsorisé « *The Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act.* » L'attention prêtée à YouTube par les médias renforce leur argument en faveur d'une intervention militaire. Après tout, il s'agit d'intervention « humanitaire » ; il s'agit d'enfants...

Même le très politiquement correct *Washington Post* a pris une attitude critique : « *La campagne virale pour la capture de Kony par l'association à but non lucratif Invisible Children s'est limitée surtout aux USA. Selon les Ougandais, la LRA n'est plus active depuis des années.* » [9].

Le président Obama a déjà envoyé 100 soldats d'élite en Centrafrique pour servir de « conseillers » dans l'effort de capturer Kony. La ressemblance avec la situation au Viêt Nam au début des années 1960 n'est pas fortuite. Il s'agit aujourd'hui d'un prélude à une militarisation massive par le Pentagone de toute la région centrafricaine, après la destruction de l'ordre en Libye par l'OTAN et le chaos en Égypte et dans d'autres états islamiques ciblés par le « printemps Arabe » du département d'État des USA - qui depuis son début a pris plutôt des allures de « cauchemar Arabe ».



**Jason Russell.**

« Kony2012 » est produit donc par une ONG de San Diego apparemment bien financée et dirigée par Russell, appelée *Invisible Children Inc.* La vidéo pue la propagande du Département d'État, avec ses effets caméra et ses scènes répétées du petit garçon de Russell destinées à créer une certaine crédibilité. Rosebell Kagumire, journaliste ougandaise de renom, a réagi contre le fracas médiatique autour de la vidéo « Kony2012 », accusant l'association Invisible Children « *d'utiliser des vieilles séquences pour créer l'hystérie* » [10]. Et Kagumire d'ajouter : « *Est-ce une question de dollars, ou d'une fausse croyance selon laquelle si l'on ne sensibilise pas les Américains nous ne verrons aucune solution ?... Les négociations de paix de Juba en 2006-2008, qui ont rendu la stabilité et ouvert la voie à une fin des enlèvements en Ouganda de nord, ne sont pas une invention des Américains. C'est la société civile locale et des acteurs de paix comme les Acholi Religious Leaders Peace Initiatives (ARLPI) qui ont poussé à une solution négociée. En fait, à partir du moment où l'Amérique s'y est mêlée, nous avons eu droit à « Operation Lightning Thunder » - une opération militaire dont les effets ont été désastreux puisque le LRA a échappé aux attaques aériennes et s'est dispersée en République Démocratique du Congo et en République centrafricaine, où elle continue de commettre des exactions pour se venger* » [11].

Le tollé autour de Joseph Kony a tout l'air d'être une opération qui s'inscrit dans une campagne majeure d'AFRICOM et du Département d'État visant spécifiquement à saper l'influence chinoise en Afrique centrale, après avoir réussi à forcer les compagnies pétrolières chinoises à quitter la Libye et à créer une nouvelle « république » du Soudan du Sud, où se trouve une grande part du pétrole nécessaire à faire tourner l'économie de la Chine. Cette scission du Soudan du Sud et de son pétrole, pour ceux qui n'ont pas suivi l'affaire de près, était la conséquence de l'envoi des forces spéciales des USA et de l'OTAN pour « stopper le génocide » au Darfour. George Clooney avait déjà servi d'égérie pour l'action au Darfour.

Il y a de bonnes raisons derrière cet intérêt apparemment soudain du Pentagone et des ONG politisées pour l'action en Centrafrique. Tant que le monde l'a largement ignoré, la politique de Washington consistait à permettre à des institutions comme le FMI de saigner des pays comme le Congo et aux compagnies minières occidentales d'extraire la richesse minérale en centuplant les bénéficiaires. Il y a quelques années, tout cela a commencé à changer quand la Chine a tourné les yeux vers l'Afrique, et particulièrement vers la vallée du Grand Rift.

La région en question, selon les réalisateurs de « Kony2012 », comprend non seulement l'Ouganda, où un vaste champ de pétrole a été découvert récemment, mais aussi des terrains miniers parmi les plus riches de la planète - y compris en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et dans la république soutenue par les États-Unis au Soudan du Sud. La région se situe dans cet extraordinaire conjoncture géographique appelée vallée du Grand Rift (Great Rift Belt), qui s'étend au nord depuis la Syrie à travers le Soudan, l'Erythrée et la Mer Rouge pour pénétrer profondément dans le sud de l'Afrique en traversant l'Est du Congo, l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie et jusqu'au Mozambique.

Ce que les géologues appellent le Système du rift d'Afrique de l'est (East African Rift System) est « l'un des merveilles géologiques du monde » et en termes de prospection l'un des plus riches trésors qui soient en minéraux souterrains, ainsi que de vastes réserves inexploitées de pétrole et de gaz [12].



**La ligne rouge sur la carte montre les failles est et ouest de la vallée du Grand Rift, qui parcourt 7 200 kilomètres à partir du sud de l'Afrique, sous la Mer Rouge, et jusqu'en Syrie et en Asie du sud-ouest. Cet élément géologique est si immense qu'il est clairement visible aux astronautes depuis la Lune et les navettes spatiales.**

Depuis la découverte par une compagnie pétrolière britannique Tullow Oil, d'un gisement estimé à 2 milliards de barils de pétrole en Ouganda en 2009, l'importance géopolitique de la région centrafricaine tout entière a soudainement évolué. CNOOC Ltd., la plus importante compagnie chinoise d'exploration de pétrole offshore, a créé une joint-venture avec Tullow Oil pour développer trois champs pétroliers dans le bassin du lac Albert en Ouganda [13].

Selon les géologues, « L'East African Rift pourrait être l'un des derniers grands gisements de pétrole et de gaz naturel de la Terre. » Dans un récent article, l'hebdomadaire étasunien

*Time* a signalé que « des tests sismiques ces 50 dernières années ont démontré que les pays de la côte d'Afrique de l'est possèdent du gaz naturel en abondance. Les données préliminaires collectées par des consultants suggèrent également la présence de gisements massifs de pétrole au large des côtes » [14].

Cette région d'Afrique centrale et de l'est est considérée comme étant l'une des régions inexplorées les plus prometteuses au monde en matière d'hydrocarbures - pétrole et gaz. En 2010 la compagnie pétrolière texane Anadarko Petroleum a découvert un immense réservoir de gaz naturel au large du Mozambique. Selon les estimations, la Somalie recèlerait peut-être 10 milliards de barils de pétrole inexploités. [15] Les troubles politiques chroniques de la région et les tensions entretenues par l'AFRICOM - qui arrange les majors pétrolières occidentales qui cherchent à maintenir des prix du pétrole ridiculement élevés en contrôlant l'offre - font obstacle au développement de ce pétrole. Tandis que l'Afrique de l'ouest et le Maghreb ont connu des dizaines de milliers de forages pétroliers pendant les dernières décennies, l'Afrique de l'est et l'Afrique centrale, y compris le Darfour et le sud Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, sont quasiment terra incognita en termes de forage.

Tout ceci va à l'encontre du débat populaire autour du « Pic pétrolier ». Loin d'épuiser les ressources de pétrole et de gaz de Terre, les compagnies pétrolières - partout, de l'est de la Méditerranée aux côtes du Brésil et au Golfe du Mexique, et maintenant dans la vallée du Grand Rift en Afrique orientale et centrale - découvrent presque quotidiennement d'énormes réserves potentielles. Comme le dit l'économiste pétrolier Peter Odell, on n'est pas à court de pétrole, mais... « à long ».

Le pétrole est une des industries les plus politisées de la planète, et chez les quatre géants pétroliers anglo-américains il règne un niveau de secret à côté duquel la CIA et MI6 font figure d'amateurs. Depuis la publication en 1956 par le géologue du pétrole de chez Shell, King Hubbert, de sa thèse non prouvée [16] selon laquelle les champs de pétrole s'épuisent selon une courbe de Gauss, l'industrie pétrolière entretient le mythe d'une menace de pénurie pétrolière. Ce qui sert évidemment leur objectif de maintenir leur emprise sur la source énergétique principale de l'économie mondiale... Le pétrole et le contrôle du pétrole est la base géopolitique du projet post-1945 de « siècle américain ».

## La Chine change la donne géopolitique africaine

Tant que l'Afrique demeurait le « Continent oublié » en termes d'exploration indépendante pour le pétrole et le gaz, la politique de Washington consistait à l'ignorer. Comme l'a dit récemment l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, « *Libérés de l'obligation d'assurer l'allégeance de l'Afrique indépendante dans le contexte de la lutte globale antisoviétique, les États-Unis avaient trouvé que l'Afrique n'avait par ailleurs aucune importance dans le contexte de ses intérêts stratégiques globaux* » [17].

Mais, avait signalé Mbeki, en 2007 tout cela avait commencé à changer avec le début des incursions économiques et diplomatiques de la Chine un peu partout en Afrique : « *La concurrence internationale pour l'accès au pétrole et aux autres ressources naturelles de l'Afrique augmentait, y compris de la part de la Chine. La Chine était devenu un formidable compétiteur pour l'influence et pour les contrats lucratifs sur le Continent* » [18].

Mais la vision de Washington de la « globalisation » du système économique mondial n'admet pas que quiconque s'écarte de la partition musicale imposée... par Washington. Hillary Clinton s'est exprimée de façon relativement claire : « *Si des gens choisissent un chemin différent, vous devez employer tous les outils de persuasion pour essayer de les convaincre du fait que le chemin que vous souhaitez suivre est également celui qui est dans leur intérêt* » [19]. George W. Bush, lui, l'avait exprimé de manière plus succincte : « *Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous* ».



**La troisième réunion ministérielle du Forum de la coopération Chine-Afrique (FOCAC), Beijing, le 3 novembre 2006.**

(Photo Xinhua)

Depuis l'invitation à Beijing de plus de 40 chefs d'état africains en 2006 par la Chine, suivi de visites d'état dans toute l'Afrique au plus haut niveau – qui ont vu la signature par les compagnies pétrolières et industrielles chinoises de contrats se chiffrant à des milliards avec cette Afrique « oubliée » – Washington a soudain remarqué qu'il se passait quelque chose. En 2008 le président Bush a autorisé pour la première fois au Pentagone la création d'un commandement unique, AFRICOM, pour le continent africain [20]. Comme la remarqué Daniel Volman, directeur de l'African Security Research Project à Washington : « un certain nombre de développements – et en particulier l'importance croissante de ce continent



comme source d'énergie et d'autres matières premières – a changé radicalement la donne. Ils ont conduit à une implication économique et militaire grandissante de la Chine, de l'Inde et d'autres puissances industrielles émergentes en Afrique et à la ré-émergence de la Russie comme puissance économique et militaire sur le continent. En réponse les États-Unis ont augmenté dramatiquement leur présence militaire en Afrique et créé un nouveau commandement militaire – l'Africa Command ou AFRICOM – afin de protéger ce qu'ils ont défini comme étant leurs « intérêts stratégiques nationaux » en Afrique. Ceci a provoqué ce qui est désormais appelé couramment la « nouvelle ruée vers l'Afrique » et est en passe de transformer l'architecture sécuritaire de celle-ci » [21].

Dès 2012 la Chine était devenue le deuxième investisseur étranger en Ouganda après la Grande-Bretagne. Le pays est l'investisseur majeur dans les ressources pétrolières du Soudan du Sud. En juillet 2007, la compagnie pétrolière chinoise CNOOC a signé un accord avec le gouvernement somalien pour la prospection pétrolière dans la région de Mudug, dont certains estiment les réserves entre cinq et dix milliard de barils [22]. Parmi les investissements chinois dans cette partie de l'Afrique il y a également la joint-venture créée avec la Tullow Oil par la CNOOC en 2011 concernant les champs ougandais [23].

Ce qui est clair, c'est que « Kony2012 » n'est pas un documentaire mais une œuvre de propagande, instrumentalisée afin de promouvoir la cause d'une présence militaire de l'AFRICOM dans la région minière la plus riche au monde avant que la Chine, et peut-être l'Inde et la Russie, ne s'y installent. Cela rappelle les guerres de ressources coloniales du 19ème siècle ; la seule différence étant l'existence d'Internet et de YouTube, qui permettent de diffuser sa propagande à la vitesse de la lumière.

## **F. William Engdahl**

[engdahl.oilgeopolitics.net](http://engdahl.oilgeopolitics.net)

### [F. William Engdahl](#)

Article original en anglais :

 [Invisible Children's Kony 2012 Video: A Justification For More US AFRICOM Wars Over Oil](#)

– by F. William Engdahl – 2012-03-20

Traduction Snake Arbusto, [voltage.net](http://voltage.net)

## Notes

[1] « [Kony 2012 : Uganda PM launches online response](#) », *Agence France-Presse*, 17 mars 2012.

[2] Jason Russell, [Kony 2012](#).

[3] « [Child abductee featured in Kony 2012 defends film's maker against criticism](#) », Julian Borger, John Vidal et Rosebell Kagumire, *guardian.co.uk*, 8 mars 2012.

[4] Ibid.

[5] « [USAID/OTI Uganda Quarterly Report](#) », USAID, janvier- mars 2009.

[6] « [Kony : Ugandan Says He's Already Dead—Is Movement a Sham ?](#) », Mike Tuttle, 9 mars 2012.

[7] « [Dangerous ignorance : The hysteria of Kony 2012](#) », Adam Branch, *Al-Jazeera*, 12 mars 2012.

[8] « [Joseph Kony resolution introduced in House](#) », Stephanie Condon, *CBSNews*, 13 mars 2012.

[9] « [Forget Joseph Kony. What Ugandan children fear is the 'nodding disease'](#) », Elizabeth Flock, *Washington Post*, 13 mars 2012.

[10] « [More perspective on Kony2012](#) », Rosebell Kagumire, 9 mars 2012.

[11] Ibid.

[12] « [East Africa's Great Rift Valley : A Complex Rift System](#) », James Wood et Alex Guth, *geology.com*

[13] « [CNOOC in Final Discussions With Tullow on Ugandan Oil Block Exploration](#) », *Bloomberg News*, 8 juillet 2010.

[14] « [Cutting the Dark Continent](#) », Christian DeHaemer, *energyandcapital.com*, 3 septembre 2010.

[15] Ibid.

[16] « [Nuclear Energy and the Fossil Fuels](#) » M King Hubbert, American Petroleum Institute, San Antonio, Texas, 8 mars 1956 Publication numéro 95. Houston : Shell Development Company, Exploration and Production Research Division, 1956.

[17] « Is Africa there for the taking ? », Thabo Mbeki, *New African*, Londres, mars 2012.

[18] Ibid.

[19] Ibid.

[20] « [Washington regarde se lever l'aube de l'odyssée africaine](#) », Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 mars 2011.

[21] « [The Security Implications of Africa's New Status in Global Geopolitics](#) », Daniel Volman, Washington DC.

[22] « [Somalia oil deal for China](#) », Barney Jopson, *Financial Times*, Londres, 13 juillet 2007.

[23] « [China ranks second in investment in Uganda](#) », *Xinhua*, 8 janvier 2010.

---

Articles Par : [F. William Engdahl](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)